

Article paru dans **Diplomatie**, n°121, mai-juin 2023

Le séisme qui a touché la Syrie et la Turquie le 6 février dernier a eu des conséquences assez inattendues, notamment le retour en grâce de Bachar al-Assad auprès des États arabes. Car le président syrien a joué habilement de la « diplomatie du tremblement de terre ». Pourtant, la Syrie ne pouvait pas tomber plus bas avec cette catastrophe naturelle. On pourrait imaginer que dans un pays ruiné après douze années de conflit, cela soit le coup de grâce pour le régime de Bachar al-Assad contraint de faire des concessions pour obtenir une aide indispensable. Bien au contraire, Bachar al-Assad traverse la période sans encombre. Il s'offre le luxe de deux voyages officiels à Oman et aux Emirats Arabes Unis pendant que la Syrie pense à peine ses plaies. Certes, il est venu remercier Haïtham ben Tariq, le sultan de Mascate, et Mohamed Ben Zayed, le souverain d'Abou Dhabi, pour l'aide humanitaire qu'ils ont apportée. Mais cette « diplomatie du tremblement de terre » participe à une vaste opération de réhabilitation de Bachar al-Assad. Après avoir perdu sa légitimité internationale en faisant de son pays un champ de ruine, ironie du sort, c'est un autre champ de ruine qui pourrait lui permettre de retrouver sa place parmi ses homologues arabes.

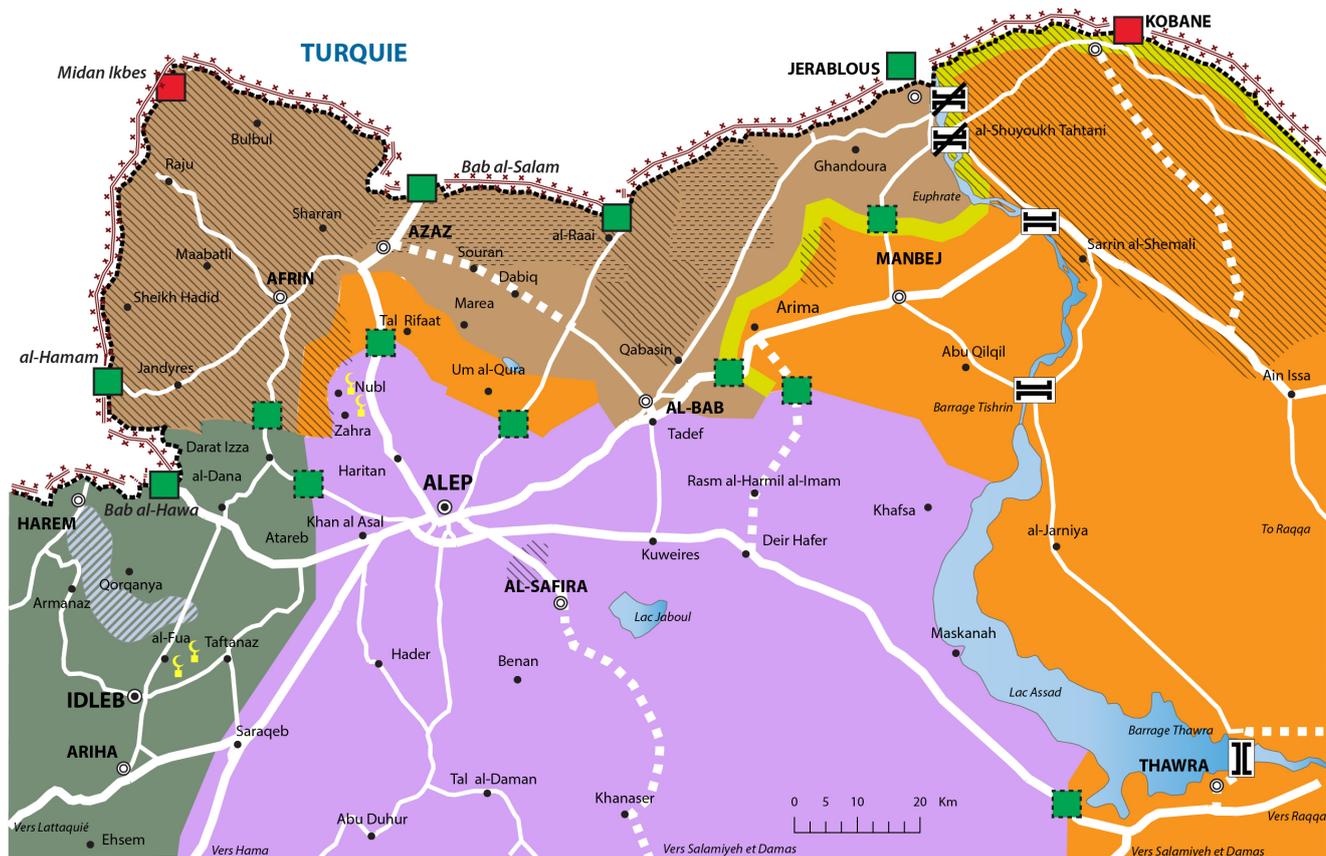
Dans les premières heures qui suivirent le séisme, la problématique de l'acheminement des secours s'est immédiatement posée pour de nombreux États. L'Iran, la Russie et les EAU sont immédiatement venus à l'aide de la Syrie. L'Égypte, le Liban, la Jordanie, l'Algérie, etc., ont également montré l'existence d'une solidarité arabe. L'Arabie Saoudite a cependant mis quelques jours avant de suivre le mouvement. Quant à l'Union Européenne et aux États-Unis, ils se sont trouvés dans une situation délicate vis-à-vis d'un régime qu'ils ont ostracisé. Le contraste entre l'affluence massive de l'aide occidentale en Turquie et sa quasi-absence en Syrie interpelle. Les secouristes européens étaient sur tous les fronts en Turquie, mais personne n'opérait en Syrie que cela soit la zone gouvernementale ou celles sous la domination des forces arabes rebelles ; concernant le Nord-Est kurde, il a été largement épargné par le séisme. L'UE s'est défendue, qu'elle secourait, depuis le début de la crise, tous les Syriens, qu'ils soient sous le contrôle du régime, des autres factions ou réfugiés dans les pays voisins, pour un total de **27,4 milliards d'euros**, ce qui en fait le premier donateur mondial. À l'égard de Damas, l'UE a expliqué qu'il fallait aider les Syriens sans en faire profiter le régime, tant sur le plan financier qu'économique. Elle s'est montrée beaucoup plus discrète sur les raisons qui l'empêchaient d'envoyer des secours d'urgence à Idlib, considérée pourtant comme une zone « libérée ».

Le Nord-Ouest de la Syrie est la zone la plus conflictuelle

La zone impactée par le séisme en Syrie est d'une grande complexité politique (voir carte). Alep et sa périphérie sont sous le contrôle de l'armée syrienne ainsi que la région côtière

avec Lattaquié. La région d'Idleb est dominée par *Hayat Tahrir al-Sham* (HTS), autrefois appelé le *Front al-Nosra*, lié à al-Qaïda. Autour de cette organisation jihadiste gravite une myriade de groupes tels que le Parti Islamique du Turkestan, composé d'Ouïghours, la Jamaat al-Bukhari et la *Jama'at al-Tawhid wal-Jihad* regroupant des Ouzbeks, des Tchétchènes, des Marocains, des ressortissants du Golfe et bien sûr des européens venus faire le jihad en Syrie. Au total nous avons **7,500 jihadistes étrangers**, en plus des 50,000 combattants syriens de HTS. La population est estimée à 2 millions et demi d'habitants dont les deux tiers sont des déplacés qui vivaient avant le séisme dans des conditions déjà très précaires, facilitant ainsi l'emprise de HTS et de son « Gouvernement du Salut », au point qu'on peut comparer la région d'Idleb à **la bande de Gaza**. Entre Afrin et Jarablous, le territoire est officiellement sous la souveraineté du « Gouvernement de transition », une émanation de la Coalition Nationale Syrienne, basé à Gaziantep depuis 2013. Mais il est surtout sous la domination des milices islamistes pro-turcs épaulées par l'armée régulière turque. Environ 1,5 million d'habitants résident dans cet espace où règne une insécurité permanente en raison des rivalités entre milices. L'essentiel de la population kurde a été expulsé de cette zone après la conquête de district kurde d'Afrin au détriment des Forces Démocratiques Syriennes. Il reste une petite enclave « kurde » contrôlée par les FDS autour de Tel Rifaat, qui fait tampon entre l'armée syrienne à Alep et les rebelles pro-turcs. Les FDS exercent également leur souveraineté sur le quartier kurde de Cheikh Maqsoud à Alep. Cette fragmentation du territoire ne facilite pas l'acheminement de l'aide humanitaire.

La fragmentation politique du Nord-Ouest syrien



ZONES DE CONTROLE	FRONTIERE	COMMUNICATION INTERNE	ETHNIE ET RELIGION (en 2011)
Gouvernement syrien	Frontière	Route principale	Arabe sunnite
FDS (Kurdes)	Barrière frontalière	Route secondaire	Kurde sunnite
Jihadistes (HTS)	Poste terrestre ouvert	Route alternative	Turkmène sunnite
Turquie et alliés	Poste terrestre fermé	Pont ouvert	Druze
Corridor russe	Passage inter-zone	Pont détruit	Arabe chiite
Chef-lieu de province	Chef-lieu de district	Localité	

Les FDS et l'armée syrienne disposent d'accord de circulation et les relations sont cordiales. En revanche, entre toutes les autres factions, nous sommes dans un état de guerre permanent. Le tremblement de terre n'a d'ailleurs pas entraîné de trêve humanitaire, dès le 8 février, les rebelles pro-turcs bombardaient les FDS à Tel Rifaat. Le 20 mars, HTS a lancé une offensive contre les pro-turcs pour s'emparer de la localité de Jenderies, à l'ouest d'Afrin. En fait, les ONG occidentales opèrent dans les zones rebelles du Nord-Ouest à partir de la Turquie. Les agents expatriés effectuent des visites de quelques heures pour s'assurer que les projets avancent grâce au personnel local, mais ne vivent pas dans des bases permanentes tant la sécurité est limitée. C'est d'ailleurs pour cela que les secouristes

européens ne sont pas intervenus à Idlib ou à Afrin : ils courraient le risque d'être enlevés ou tués. Côté gouvernemental, la sécurité est assurée, mais aucun pays européen n'a envoyé d'équipes de secouristes pour des raisons politiques : il n'était pas question d'ouvrir une brèche dans la muraille de sanctions construite autour du régime syrien. Pourtant, le bilan de la catastrophe en Syrie ne peut laisser personne indifférent.

Un lourd bilan

Le bilan officiel est de près de 6,000 morts en Syrie (45,000 en Turquie). 8,8 millions de Syriens (15 millions en Turquie) sont impactés par le tremblement de terre en Syrie et il a provoqué un déplacement d'un demi-million de personnes supplémentaire (6 millions sont des déplacés internes en Syrie sur 17 millions de résidents. Le nombre de réfugiés à l'étranger dépasse les 7 millions en 2022). D'après la **Banque Mondiale**, le PIB syrien devrait se contracter de 5,5% cette année au lieu des -2,3% prévus avant le séisme. Les dommages physiques s'élèvent à 3,7 milliards de \$ et les pertes d'activité à 1,5 milliard de \$. Ces dernières touchent à plus de 80% l'agriculture (1,3 milliard de \$) puisque l'appareil industriel d'Alep a été détruit par la guerre. Ils concernent surtout les immeubles d'habitation, plus de 3,000 se sont écroulés et une dizaine de milliers sont si endommagés qu'ils doivent être rasés. Beaucoup de bâtiments étaient fragilisés par les bombardements durant la guerre. D'autres avaient été édifiés pendant le conflit avec des matériaux de mauvaise qualité et sans fondations adéquates. C'est notamment le cas dans les territoires rebelles où il n'existe aucune autorité pour vérifier la nature des constructions. Mais de toute façon, la corruption est telle en Syrie, qu'il est facile d'acheter la complicité des inspecteurs de la municipalité pour éviter la destruction et se contenter d'une réparation de fortune.

Au total, selon les données de la Banque Mondiale, la zone gouvernementale est celle qui a subi le plus de dommages physiques et de pertes d'activité, 2,83 milliards de \$, dont plus des deux tiers pour la province d'Alep. Dans les territoires sous domination d'HTS et des islamistes pro-turcs le montant s'élève à 1,15 milliard. La zone contrôlée par les FDS arrive en deuxième position avec 1,29 milliard, ce qui paraît un peu étrange, car elle n'a pas été très impactée par le séisme. Cependant, les ONG occidentales y sont très présentes et cela a pu favoriser la remontée d'informations permettant de mieux chiffrer les dégâts. Les destructions et les pertes d'activité liées au tremblement de terre semblent donc beaucoup plus importantes. Pour effacer les traces du séisme dans les trois années à venir, la Banque Mondiale affirme qu'il faudrait 4,5 milliards pour la zone gouvernementale, 2,09 milliards pour celle dominée par HTS et les rebelles pro-turcs et 1,32 pour la zone « kurde ». Les besoins sont par conséquent immenses pour éviter une amplification de la crise humanitaire que connaît déjà le pays. Mais pour qu'une aide financière éventuelle puisse arriver en Syrie et qu'elle contribue pleinement à la reconstruction de l'économie, il faudrait que les

Occidentaux lèvent les sanctions. Ainsi, au niveau de l'UE, le mot « reconstruction » est-il tabou tant que Bachar al-Assad n'aura pas accepté une transition politique, conformément à la résolution 2254 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, votée à l'unanimité le 18 décembre 2015. La Russie et la Chine ont voté cette résolution. Mais leur interprétation diffère de celle des Occidentaux. En effet les alliés de Damas considèrent que les consultations électorales organisées par le régime syrien sont régulières et donnent l'occasion à la population de s'exprimer objectivement. La réélection de Bachar al-Assad en 2021 avec 95,1% des voix, où plus de 14 millions de Syriens auraient officiellement participé au scrutin serait donc valable, qu'importe si la zone gouvernementale ne comptait que 7 millions d'électeurs... Par conséquent, le président syrien ne se soumettra jamais à cette résolution.

La diplomatie du tremblement de terre

Les tentatives de la Russie pour rapprocher la Syrie et l'Union Européennes ont toutes échoué. En 2018, Vladimir Poutine faisait valoir aux Européens qu'ils avaient intérêt à participer à la reconstruction, sans quoi des millions de nouveaux migrants allaient se déverser sur l'UE. La vague de l'année 2015, qui vit arriver un million de réfugiés syriens en Europe, n'étant qu'un avant-goût, car le pire restait à venir si la Syrie continuait à s'enfoncer. Le président russe organisa un sommet quadripartite à Istanbul, en octobre 2018, regroupant la France, l'Allemagne, la Turquie et la Russie. Mais le couple franco-allemand n'accepta pas la proposition russe. La guerre en Ukraine a ensuite fermé tout rapprochement entre l'Europe et la Syrie par l'intermédiaire de la Russie. Les États-Unis restent fermes sur les sanctions et forcent leurs alliés à les respecter. Cependant, le front anti-Assad a fini par craquer avec les EAU qui ont invité Bachar al-Assad en mars 2022, sa première visite dans un pays arabe depuis le début du soulèvement. Ce dernier s'est de nouveau rendu en déplacement officiel à Abou Dhabi en mars 2023, accompagné par son épouse cette fois, renforçant ainsi le caractère amical de la rencontre. Les EAU, à la différence du Qatar et de l'Arabie Saoudite, n'ont pas soutenu financièrement la rébellion contre le régime syrien. Ils peuvent par conséquent jouer plus facilement un rôle de médiateur.

Le roi de Jordanie et le président égyptien ont appelé Bachar al-Assad pour lui témoigner leur solidarité, une première depuis 2012. Les EAU ont organisé un pont aérien d'aide humanitaire vers la Syrie sans se préoccuper des sanctions internationales. Mais le plus surprenant fut la déclaration d'Antonio Guterres, le secrétaire général de l'**ONU** : « *Je me félicite de la décision prise aujourd'hui par le Président syrien Bashar Al-Assad d'ouvrir les deux points de passage de Bab el-Salam et de Raai, entre la Türkiye et le nord-ouest de la Syrie, pour une période initiale de trois mois afin de permettre l'acheminement de l'aide humanitaire en temps opportun* »^[6]. Même si la frontière syro-turque à cet endroit échappe

au contrôle de l'armée syrienne, l'ONU avait besoin de l'autorisation officielle de Damas pour ses actions humanitaires transfrontalières. La Syrie est un pays souverain reconnu par l'ONU et c'est le représentant de Bachar al-Assad qui occupe le siège à New York. Sans son accord, il aurait fallu passer par une résolution du Conseil de Sécurité, à laquelle la Russie aurait pu mettre son veto au nom du respect de la souveraineté syrienne. Tous les six mois, la prolongation de l'aide transfrontalière aux zones rebelles du Nord-Est, via le poste-frontière de Bab al-Hawa, est l'objet d'âpres négociations entre la Russie et les autres membres du conseil de sécurité. Il était donc plus simple pour Antonio Guterres d'obtenir l'aval de Bachar al-Assad. Ce dernier a même accepté que l'aide onusienne emprunte le territoire sous son contrôle pour rejoindre les zones rebelles d'Idlib, Afrin ou Azaz. Mais, ces derniers ont refusé de laisser entrer les convois humanitaires via le régime syrien.

La bonne volonté de Bachar al-Assad a été récompensée par la levée provisoire des sanctions européennes et américaines, afin que l'aide humanitaire ne soit pas ralentie et que les ONG puissent procéder à des transferts de fonds sans entrave. Car les banques occidentales préfèrent refuser un virement à destination d'une ONG plutôt que de prendre le risque de se voir sanctionnées par le trésor américain. L'amende de 10 milliards de \$ que s'est vue infliger la banque BNP-Paribas en 2017 pour avoir utilisé le dollar dans des transactions avec l'Iran fait toujours jurisprudence. La Syrie considère bien sûr ces sanctions comme iniques et elle réclame leur suppression, car elles seraient responsables de l'absence de reconstruction et de la misère qui règnent dans le pays. Ce n'est pas tout à fait faux, mais la corruption du régime et l'insécurité en sont tout aussi responsables. Néanmoins, le Cesar Act maintient bien une épée de Damoclès au-dessus de la tête des Syriens expatriés et des étrangers qui souhaiteraient investir en Syrie. Or, quelques milliards de \$ en provenance du Golfe et le dynamisme des entrepreneurs syriens suffiraient à relancer l'économie.

Fin avril, après l'aid el-fitr, le ministre des affaires étrangères saoudien, Fayçal Ben Farhan, doit se rendre à Damas pour sceller la réconciliation entre les deux pays et peut-être annoncer la participation de la Syrie au sommet de la Ligue Arabe à Ryad en mai 2023. À la conférence sur la sécurité de Munich, mi-février 2023, le même ministre saoudien avait exprimé sa volonté de renouer le dialogue avec Bachar al-Assad, car la situation de la population en Syrie et réfugiée dans les États voisins est désastreuse. Le récent séisme n'a fait qu'accélérer la descente aux enfers du peuple syrien. Or, cela engendre un risque de déstabilisation régionale pour des décennies comparable au problème des réfugiés palestiniens après 1948. Il faut préciser que la sollicitude de l'Arabie Saoudite à l'égard de la Syrie s'inscrit dans le contexte de la réconciliation avec l'Iran réalisée sous l'égide de la **Chine**. Le 10 mars 2023, les deux pays ont ainsi prévu de rétablir leurs relations diplomatiques et le roi Salman a officiellement invité le président Ebrahim Raïssi à se rendre

en Arabie Saoudite. La diplomatie dite « du tremblement de terre de « Bachar el-Assad » fonctionne grâce à ce processus d'apaisement au niveau régional. Par ailleurs, le séisme est la meilleure occasion de se rapprocher sans perdre la face. Les condoléances sont des moments de réconciliation entre parents fâchés ou voisins hostiles qui finalement n'attendent qu'une aubaine pour effacer le passé.

La rencontre au sommet prévue entre Bachar al-Assad et Recep Tayyip Erdogan sous les auspices de Vladimir Poutine n'a pas encore eu lieu. Le maître de Damas exige d'abord que la Turquie fournisse un plan d'évacuation de ses troupes du Nord de la Syrie. Le président russe insiste pourtant, car il a besoin de la Turquie dans le conflit ukrainien. En février 2022, il a ainsi renoncé à supporter une offensive de l'armée syrienne contre Idleb, pour ne pas mécontenter Ankara, et il a convaincu Damas à se montrer plus agressif à l'égard des Kurdes du PYD, les accusant de séparatisme et de trahison, alors que jusque là le discours de Bachar al-Assad était plutôt modéré à leur égard. Désormais, Damas doit partager la stratégie anti-PYD de la Turquie pour s'en rapprocher et satisfaire ainsi l'allié russe. De son côté, Recep Tayyip Erdogan, candidat à sa propre succession, a besoin d'un accord avec la Syrie pour y renvoyer une partie des quatre millions de réfugiés qui sont en Turquie. Il veut éviter également une nouvelle vague de départ depuis le Nord de la Syrie vers son pays. Or, la population turque supporte de moins en moins la présence massive des Syriens et c'est un thème majeur de la campagne électorale que le Président turc ne peut ignorer. Recep tayyip Erodagn sait pourtant que Bachar al-Assad n'a aucune envie de voir revenir quatre millions d'Arabes sunnites de Turquie et qu'il privilégie la reconquête par le vide, ce qui augure mal du sort des territoires qui lui échappent encore. Néanmoins il doit feindre devant ses électeurs de trouver un accord de réadmission avec la Syrie. Au final, Bachar al-Assad préfère attendre le résultat des élections présidentielles en Turquie, en mai 2023, pour avancer sur ce dossier. Kemal Kiliçdaroglu, le candidat kémaliste, a toujours fustigé la politique étrangère de Recep Tayyip Erdogan, en particulier vis-à-vis de la Syrie. Il est donc urgent d'attendre pour Bachar al-Assad et espérer que le nouveau Sultan perde les élections. Mais, cela paraît un peu illusoire.

Patience et rivalités arabes

Le tremblement de terre accélère la normalisation entre Assad et les pays arabes. Le principal obstacle était l'Arabie Saoudite qui interdisait de lui donner un blanc-seing en raison des pressions américaines, de son alignement sur l'Iran, mais aussi de quelques anciennes insultes. En juillet 2006, Bachar al-Assad avait traité les dirigeants saoudiens de « moitié d'homme » parce qu'ils refusaient de soutenir le Hezbollah face à l'attaque israélienne de juillet 2006 au Liban. Il ne faut pas négliger cet aspect des relations internationales au Moyen-Orient où le pouvoir est très personnalisé. La nouvelle génération qui règne sur



l'Arabie Saoudite ne se sent sans doute pas concernée par les propos du président syrien.

L'heure est donc à la réconciliation au Moyen-Orient avec comme faiseurs de paix la Chine et la Russie. Pour l'Arabie Saoudite, il s'agit également de ne pas laisser les initiatives diplomatiques aux EAU. Les deux pays sont désormais en froid, ils s'opposent plus qu'ils ne soutiennent au Yémen et rivalisent dans leurs relations avec les États-Unis, la Russie et la Chine. Mohamed Ben Salman veut que son royaume soit le gendarme du Moyen-Orient, pour cela, il doit prendre l'ascendant diplomatique dans la sphère arabe. Le règlement de la crise syrienne pourrait lui en donner l'occasion. Mais, tout comme avec Recep Tayyep Erdogan, Bachar al-Assad ne se précipitera pas dans les bras de MBS sans avoir fait monter les enchères au maximum. La patience demeure son atout majeur.